

SERGEY KARAGANOV

Président du Présidium du conseil des Affaires étrangères et de défense de Russie

Les idées exprimées dans cet article ont vu le jour il y a longtemps et ont pris leur forme définitive au cours de la première World Policy Conference qui s'est tenue au début du mois d'octobre à Évian, en France.

La principale impression laissée par la conférence d'Évian sur la politique actuelle, mise en évidence dans les discours prononcés par les présidents russe et français, est que la Russie et l'Europe ont refusé de suivre le chemin de la guerre froide, sur lequel les Américains et nombre de leurs alliés en Europe ont voulu s'engager, surtout après que la Géorgie eût fait son incursion en Ossétie du Sud. Dans le même temps, des différences entre la Russie et l'Occident subsistent – et pas seulement sur l'évolution de l'Ossétie du Sud.

Et maintenant, le point principal - l'histoire du monde est entrée dans une ère nouvelle.

Politiquement, les 100 dernières années peuvent être divisées en trois périodes. La première a commencé avec la première guerre mondiale, la révolution russe et l'injuste traité de Versailles, puis elle a continué avec la première guerre froide pour se terminer avec le stalinisme, le fascisme et la seconde guerre mondiale. La période suivante a commencé avec l'émergence d'un affrontement de deux blocs, la guerre froide classique et, simultanément, la création de l'Organisation des Nations unies et d'un système de gouvernance sur l'économie et la finance mondiales, qui était dominé par les États-Unis et l'Occident. Ce système aurait dû être reconstruit après la défaite du communisme et l'éclatement de l'Union soviétique, qui ont marqué le début de la troisième période dans l'histoire du siècle dernier. Toutefois, le système international ne fut jamais reconstruit comme il aurait dû l'être pour pouvoir répondre aux nouveaux défis et opportunités. L'Occident et les États-Unis, extatiques dans leur nouveau statut de vainqueurs, ont décidé de tout laisser en l'état. Une Russie en pleine confusion et affaiblie n'avait rien à offrir. Les pays en développement étaient encore à la périphérie de l'économie et de la politique mondiales. La décennie suivante a vu la création d'un monde unipolaire basé sur des institutions anciennes.

Pour sauver l'OTAN – qui avait perdu son principal objectif – l'Ouest a commencé à élargir l'alliance ; mais, à mesure que le temps passait, l'OTAN est devenue la principale source de tensions en Europe, du moins dans les relations avec la Russie, et a commencé, comme on pouvait s'y attendre, à ranimer des stéréotypes de la guerre froide. L'ONU a continué de perdre son influence et son efficacité. Obnubilés par leur victoire, les vainqueurs n'ont pas prêté une attention suffisante au début de la prolifération nucléaire dans des pays comme l'Inde et le Pakistan et n'ont pas pu résoudre un seul problème au Moyen-Orient. Ayant raté le début de la guerre yougoslave, ils ont lancé une attaque illégale contre la Yougoslavie. Les États-Unis ont commencé de se retirer du système de contrôle des armements. Le système de gouvernance sur les relations internationales et la sécurité, établi au cours des 50 dernières années, a été progressivement désintégré.

Le ton de l'économie mondiale était fixé par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le Consensus de Washington, dont les auteurs ont fait valoir que le monde entier ne pouvait se développer qu'en suivant le modèle anglo-saxon super-libéral.

UNE BULLE FINANCIÈRE

La croissance économique du monde, de plus en plus rapide depuis le milieu des années 80 et pendant les 20 années suivantes, a été généralement interprétée comme le résultat de l'application des prescriptions du Consensus de Washington, bien que maintenant il soit évident que cette croissance n'était pas tant due à ces prescriptions qu'à l'énorme expansion de la sphère du capitalisme mondial. Les marchés de plusieurs dizaines de pays et une nouvelle force de travail bon marché forte de plus de deux milliards de personnes en Asie de l'Est, du Sud-Est et du Sud, en Europe centrale et orientale, et dans l'ex-Union soviétique ont adhéré à l'économie capitaliste mondiale. Un autre facteur qui a contribué à la croissance a été la révolution technologique – cette fois plus précisément des technologies de l'information qui ont permis une mobilité des capitaux sans précédent.



La nouvelle croissance de l'économie mondiale, bien qu'inégale, a bénéficié à presque tous, en particulier à l'ancien Occident, dans sa première phase. La nouvelle classe financière de l'Ouest est devenue fabuleusement riche grâce à de nouveaux instruments financiers, dont nombre de leurs créateurs avaient déjà cessé de comprendre l'essence. De même, les États-Unis ont continué de s'enrichir, parce qu'ils utilisaient un système financier et monétaire qu'ils régentaient et qui a permis aux nouveaux financiers et au pays tout entier de vivre au-dessus de leurs moyens.

Personne ne s'est soucié d'inventer un nouveau système de gestion de l'économie en croissance rapide. Les pays ont continué à se reposer sur un système ancien, apparemment efficace, et sur la domination du dollar américain. Seuls les Européens ont créé un système local et plus ou moins nouveau, et sont passés à l'euro.

Le monde politique unipolaire, manifestement instable, aurait pu être reconstruit après les attaques terroristes du 11 Septembre 2001 contre les États-Unis. Il y avait une chance de mettre en place une coalition mondiale conduite – mais non dominée – par les États-Unis. Mais Washington n'a pas voulu partager sa puissance avec d'autres ; il a lancé une seconde vague d'élargissement de l'OTAN et a décidé d'étendre son modèle politique et économique au Moyen-Orient en utilisant la force. Ensuite, il a attaqué l'Irak. Comme on pouvait le prévoir, l'Amérique en a fait trop. Sa réputation en tant que vainqueur, son prestige et son influence se sont dégradés.

Dans le même temps, un processus plus puissant a vu le jour. À la fin des années 90, la mondialisation et l'ouverture croissante de l'économie mondiale, qui ont d'abord, et principalement, bénéficié à l'Occident ancien, sont devenues plus profitables aux jeunes pays capitalistes. Une nouvelle révolution industrielle a commencé, basée sur une main d'œuvre bon marché et relativement formée, en Chine, en Inde et dans les pays d'Asie du Sud-Est. La production industrielle mondiale a commencé de migrer vers de nouveaux centres. La Chine est devenue le symbole de cette redistribution des forces dans l'économie mondiale. Les anciens vainqueurs économiques ont commencé à se laisser distancer. Les flux de ressources sont allés vers les plus jeunes.

Les États-Unis et l'Occident, émerveillés par le fait que leur système politique dominait le monde, n'ont pas prêté attention à un changement révolutionnaire supplémentaire : le transfert, sur une période de temps étonnamment courte, du contrôle des ressources, surtout du pétrole, des compagnies occidentales à des États nationaux et à leurs propres compagnies.

L'augmentation de la consommation de matières premières due à la croissance économique des jeunes États capitalistes dans le monde entier a déclenché une augmentation de leurs prix, notamment de ceux du pétrole et du gaz naturel. Ce facteur a entraîné un nouveau transfert de capitaux à grande échelle – des milliers de milliards de dollars en quelques années – vers les pays producteurs et leurs compagnies. Riche en énergie, la Russie a été parmi les pays qui ont été les bénéficiaires de cette deuxième vague de redistribution des ressources. D'énormes bulles financières sont apparues aux États-Unis et dans d'autres pays. Une énorme surplus d'argent est apparu dans le monde, dû à l'épargne importante des asiatiques qui avaient commencé à gagner de l'argent, mais qui n'avaient pas de systèmes de protection sociale, et dû à un surplus d'argent dans les pays producteurs de pétrole, s'élevant à des trillions de dollars. Mais les principales bulles se sont formées aux États-Unis.

Tous ces nouveaux phénomènes sont apparus sous l'ancien système de régulation de la finance mondiale. Le système n'a pratiquement pas fonctionné, mais la richesse, qui « est tombée du ciel », a fait taire ceux qui mettaient en garde contre les insuffisances du système et son échec inévitable.

Les États producteurs de pétrole et les pays du jeune capitalisme, qui se sont libérés de l'oppression du monde bipolaire, se sentent de plus en plus indépendants. Outre l'investissement dans des obligations du gouvernement américain, finançant ainsi les dettes de la consommation effrénée, ils ont commencé à acheter des sociétés et des banques occidentales, laissant l'Occident ancien sidéré et suscitant la crainte que leur nouvelle puissance économique ne soit inévitablement suivie d'une redistribution des forces dans la politique mondiale.

REDISTRIBUTION POLITIQUE

Les États-Unis, affaiblis politiquement du fait de la guerre en Irak et par la surestimation de leurs capacités, ne sont pas les seuls perdants. Europe de l'Ouest a également été intoxiquée par sa victoire dans la guerre froide. L'Europe,

désireuse de consolider les résultats de sa victoire et ayant perdu les repères stratégiques de son développement, a lancé une expansion imprudemment rapide de l'Union européenne. Ceci a entraîné l'Europe à se replier encore plus sur elle-même et a compliqué et retardé davantage la possibilité de mener une politique étrangère commune. L'Europe a continué à perdre de son influence en matière de politique étrangère, bien que, contrairement aux États-Unis de George W. Bush, sa puissance non agressive, l'attractivité de son modèle de développement et la séduction de son mode de vie n'aient pas été affaiblies.

Dans le même temps, il s'est avéré que le modèle occidental du capitalisme libéral-démocratique mature, qui semblait avoir gagné pour de bon, n'est plus la seule référence idéologique pour le reste du monde. Les États du nouveau capitalisme - naturellement plus autoritaires, du fait de leur stade de développement économique et social, offrent aux pays en retard un modèle de développement politique bien plus attrayant et plus accessible. En outre, ces pays, et en particulier la Chine, n'ont pas imposé leurs modèles dans leurs expansions à l'étranger, mais ils ont construit des routes, des mines et des usines pour fournir à leurs complexes industriels et aux marchés, des matières premières et des produits semi-finis.

À de nombreux égards, la Russie riche en énergie, qui a considérablement augmenté de poids politique, est devenue le symbole de tous ces changements, défavorable à l'Occident. En outre, contrairement à une Inde prudente et à une Chine qui l'est encore plus, elle a assumé une attitude arrogante et méprisante envers les « gagnants » de la guerre froide qui l'avaient récemment humiliée, et qui avaient commencé à perdre.

Les anciens "gagnants" ont essayé de se regrouper. Comme si d'une corne d'abondance, de nombreux projets sortaient pour une « union des démocraties » - une association tragi-comique mort-née des vieux libéraux-démocrates contre les plus jeunes autoritaires. Il y avait aussi un désir de déconsidérer les nouveaux qui les dépassaient. Il y a cinq ou six ans, les États-Unis ont élaboré des plans pour lancer une sorte de guerre froide contre la Chine. Mais Pékin a été prudent, et surtout, il est devenu trop vite très fort.

A partir de 2007, l'Ouest a intensifié ses efforts pour freiner la croissance rapide de l'influence d'une Russie toujours plus puissante et plus indépendante.

La Géorgie est entrée en Ossétie du Sud en août 2008, après quoi une tentative d'organiser une nouvelle guerre froide contre la Russie a été menée. L'attaque sur l'Ossétie du Sud, la réaction sévère de la Russie, et la tentative subséquente de démarrage d'un affrontement, principalement en utilisant l'OTAN, ont montré le danger de la non reconstruction du système de sécurité européen, qui n'a pas réussi à empêcher le conflit. En outre, la division de facto de l'Europe en deux zones de sécurité et leur rivalité à bien des égards ont généré ce conflit.

La Russie non seulement a réagi, arrêtant le massacre de ses citoyens et des soldats de maintien de la paix, mais elle a aussi dit « non » à une nouvelle extension de l'OTAN et à l'inertie dont se satisfaisait l'Occident. Maintenant, même ceux qui ne veulent pas écouter, peuvent voir que le système actuel de sécurité européen du type guerre froide, qui a été maintenu artificiellement pendant plus d'une décennie et demi, ne peut plus exister et qu'il ne mène qu'à l'escalade des conflits et, finalement, à la guerre.

ET VOICI LA CRISE

Revenons à la fin août, il semblait que la politique semi-grotesque de guerre froide – déclenchée par les États-Unis et ses alliés et clients en Europe de l'Est et en Grande-Bretagne et que de nombreux vieux Européens ont accueillie avec prudence, mais aussi avec sympathie – allait être la principale tendance politique pour les deux à trois années suivantes.

Mais ensuite, la crise financière mondiale a éclaté, maintenant suivie par une crise économique mondiale. Je pense que les États-Unis et l'Occident vont maintenant avoir autre chose à l'esprit que de mener une guerre froide. La crise aiguë a contraint les pays à corriger l'ensemble du système de gouvernance économique mondial. Les États-Unis et leur certitude de la supériorité du capitalisme libéral et d'un rôle limité de l'État dans l'économie ont reçu un coup sévère. Face à la possibilité d'une grave dépression, comparable à la crise de la fin des années 1920-1930, Washington a décidé de nationaliser les compagnies financières et les banques défaillantes et d'investir des centaines

de milliards de dollars dans l'économie. Cette politique est directement l'inverse de l'idéologie du Consensus de Washington qui a été imposée avec tant de conviction au cours des dernières décennies à d'autres pays, y compris la Russie. De véritables libéraux auraient laissé les entreprises en faillite et la politique en faillite échouer complètement et ils auraient laissé la place à l'éclosion d'une nouvelle économie. Les États-Unis ont été suivis par d'autres pays pour recourir à des méthodes « socialistes » pour sauver les entreprises et les banques.

Des craintes raisonnables ont déjà été exprimées sur le fait que le renoncement à l'ancienne idéologie du super-libéralisme pourrait aller trop loin vers une plus grande intervention de l'État et pourrait rendre l'économie occidentale encore moins compétitive. J'espère que ces avertissements ont été entendus par la Russie, qui réussit à détruire sa compétitivité par des augmentations de coûts de main-d'oeuvre imprudentes et quasi-socialistes et par l'ingérence massive d'un capitalisme d'État corrompu.

Pendant ce temps, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et même les financiers du G7 se taisent, bien que la crise ait muri depuis un certain temps. Seuls les Européens tentent d'agir en commun, mais de façon incohérente et avec des résultats non encore connus.

CONCLUSIONS POUR TOUS ET POUR LA RUSSIE

Il est clair que la crise mondiale ne fait que commencer et qu'elle touchera tout le monde. Mais il n'est pas évident de savoir comment et quand tous les pays vont commencer à la surmonter conjointement.

Mais nous devrions résumer dès maintenant les résultats des évolutions récentes.

La période allant d'août à octobre 2008, sera probablement retenue par l'histoire comme le début de la quatrième étape de l'évolution du monde au cours du siècle dernier qui a commencé – en réalité, et non pas selon le calendrier – en août 1914, cloturant le magnifique 19^e siècle et ouvrant le sauvage et révolutionnaire 20^e siècle. En fait, le 21^e siècle commence maintenant. Cette idée n'est pas de moi, mais de Thierry de Montbrial, fondateur de la Conférence d'Évian et remarquable penseur politique français.

Cette crise et cette nouvelle période dans l'histoire du monde menacent d'infliger des souffrances à des milliards de personnes, dont les Russes. Couplé avec les rapides changements géopolitiques susmentionnés, avec l'effondrement de l'ancien système de droit international et des systèmes de sécurité, et avec les tentatives des « anciens » affaiblis de mettre fin à la redistribution des forces qui n'est pas en leur faveur, cette période peut aboutir à une déstabilisation dramatique de la situation internationale et à un risque accru de conflits. Je n'oserai pas la décrire comme une situation d'avant-guerre et la comparer à août 1914, sinon sur un point : d'énormes arsenaux d'armes nucléaires subsistent, avec leur capacité de dissuasion, ce qui rend les politiciens plus civilisés. Pourtant, il faut garder à l'esprit la croissance objective du danger militaire.

La crise économique mondiale va déterminer la nouvelle redistribution des forces. Mais elle peut également modifier sa vitesse. Lorsque les États-Unis auront surmonté la crise, il vont se retrouver avec encore moins de capital moral et politique. Je ne pense pas que Barack Obama, désormais considéré comme une lueur d'espoir pour l'Amérique, sera en mesure de rétablir rapidement ce capital en tant que président. Il est possible que la crise inflige encore plus de dégâts économiques aux nouveaux géants industriels, en particulier au début. Les marchés extérieurs, dont la croissance dépend en grande partie, vont se rétrécir. Les années super-grasses vont également prendre fin pour les pays producteurs de pétrole, y compris la Russie, qui ont été réticents ou incapables de passer à une nouvelle économie et de rénover leurs infrastructures.

Il ne s'agit pas seulement d'une profonde crise économique et financière. Il s'agit d'une crise globale de l'ensemble du système de gouvernance mondiale, une crise des idées sur lesquelles se fonde le développement mondial, et une crise des institutions internationales. Surmonter cette crise mondiale demandera un nouveau cycle de réformes, la construction d'institutions et de systèmes internationaux pour gouverner l'économie et la finance mondiales, et une nouvelle philosophie pour le développement mondial. Cette crise va balayer ce qui avait été artificiellement conservé ou non réformé depuis la fin de la guerre froide. Un nouveau système de gouvernance mondiale doit être construit sur les ruines de l'ancien.

Le temps de la création viendra.

Lorsque cette crise générale sera terminée, ses bénéficiaires relatifs ne comprendront pas seulement des pays qu'elle a moins touchés, mais aussi ceux qui auront pris l'initiative dans la construction d'un nouvel ordre mondial et de nouvelles institutions. Ils devront correspondre à l'équilibre des forces qui se fait jour et répondre affectivement aux nouveaux défis. Nous devons être prêts, moralement et politiquement, à cette période de création, et d'ores et déjà, malgré la crise, nous devons commencer à mettre en place notre potentiel intellectuel de sorte que dans une ou dans quelques années, nous soyons prêts à présenter nos propres propositions solides pour la reconstruction du système de gouvernance internationale sur une base plus juste et plus stable.

La Russie a proposé jusqu'à présent un plan très modeste de reconstruction du système de sécurité européen et a soutenu, enfin, l'idée de créer un nouveau Concert des nations comme une association non pas de sept à huit anciens pays, mais avec 14 à 20 des États les plus puissants et responsables, capables d'assumer la responsabilité de la gouvernance mondiale. Nous avons besoin d'aller plus loin et de commencer à réfléchir à l'avenir dès maintenant, aussi difficile que ce soit en période de crise.

Je propose à la discussion certains principes pour la construction du futur système :

- pas de libéralisme sans bornes et irresponsable, mais la défense du libre-échange et d'un ordre économique libéral couplés à une réglementation internationale extrêmement stricte ;
- l'élaboration conjointe et la coordination des politiques par les pays les plus puissants et responsables, plutôt que des tentatives d'établir l'hégémonie d'un seul pays, ou une lutte de tous contre tous ;
- des efforts collectifs pour combler les vides de la sécurité, plutôt que de créer de nouvelles lignes de division et des sources de conflits ;
- une solution commune aux problèmes énergétiques, plutôt que la politisation artificielle des problèmes de sécurité énergétique ;
- la renonciation à la reconnaissance du droit d'une nation à l'autodétermination jusqu'à la sécession, si cela est fait par la force. (La vague de fragmentation des pays, qui a commencé dans les années 1950 et qui a reçu une nouvelle impulsion avec la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, doit être arrêtée) ;
- la Russie et l'Union européenne doivent s'efforcer non à un partenariat stratégique dans leurs relations, mais à une alliance stratégique ;
- l'objectif du développement doit être le progrès, non la démocratie. La démocratie est une conséquence et un outil du progrès.

Certes, bon nombre des principes proposés seront contestés et rejetés. Mais les clichés habituels du politiquement correct n'aideront pas à améliorer la situation et à construire un monde nouveau. En attendant, le temps de construire est venu.

Sergei Karaganov, docteur, professeur, est doyen de l'École d'économie mondiale et d'affaires internationales à l'Université d'État-« Higher School of Economics ». Il est directeur adjoint de l'Institut de l'Europe à l'Académie des sciences de Russie ; président du Présidium du Conseil des affaires étrangères et de la politique de défense et il est président du comité de rédaction de Russia in Global Affairs.